

affaire nationale délicate à laquelle il ne semble pas y avoir de solution rapide et facile et au sujet de laquelle ils vont légiférer en mai prochain. Ils estiment qu'il vaut autant nous le dire, qu'ils ne vont plus rouspéter au sujet des subventions et des droits de coupe. Les sept voiles sont levés. C'est un enjeu électoral âpre et sans pitié auxquels font face nos voisins du Sud qui sont candidats aux élections. Le seul moyen d'y parer est de mobiliser toutes nos ressources—il nous en coûtera peut-être très cher, mais il nous reste encore un mois ou deux pour nous organiser—nous devons envoyer dans chaque État américain nos meilleurs porte-parole du secteur forestier, même en Alaska, bien qu'il ne soit pas nécessaire pour le moment de nous préoccuper d'Hawaï. Nous devons convaincre 49 états dont seulement une douzaine nous donneront beaucoup de fil à retordre. C'est la seule façon d'y parvenir. C'est une question d'implantation sur le marché, une question d'entente bilatérale, et si nous faisons rien sous peu, notre principale industrie qui sert de gagne-pain à un million de Canadiens risque de devenir la moins importante au Canada en très peu de temps.

● (1150)

M. St. Germain: Ce qui m'inquiète le plus, comme le sait le député de Skeena (M. Fulton), c'est que logiquement la question à l'étude doit constituer le principal sujet de préoccupation de l'ensemble des Canadiens, mais surtout des habitants de la Colombie-Britannique. Je ne comprends cependant pas quand le député soutient qu'il convient d'établir un certain équilibre et de gagner la confiance des Américains. En tant que député de l'ouest du Canada, j'estime que nous devons traiter avec les États-Unis dans un contexte plus vaste, et cesser de les critiquer. Je voudrais savoir pourquoi son parti et bon nombre de ses voisins de banquette ainsi que certains libéraux, notamment le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy), critiquent tant les Américains à la moindre occasion. J'ai déjà exploité des entreprises et je n'ai jamais reproché quoi que ce soit à mes clients. Or les Américains sont nos meilleurs clients. Je voudrais que le député m'explique brièvement pourquoi on persiste à dénigrer les Américains alors qu'on a tellement besoin d'eux?

Le président suppléant (M. Charest): La réponse devra être très courte.

M. Fulton: Monsieur le Président, à mon avis, le Canada ne devrait jamais servir de paillason aux États-Unis. Prenons par exemple la question des frontières dans ma circonscription; on a tôt fait de constater que plus nous sommes conciliants, moins nous obtenons. Qu'ont fait les Américains pour corriger le problème des pluies acides? Qu'ont-ils fait pour régler le problème des déchets toxiques déversés dans la Niagara? Rien du tout. Si on ne leur adresse pas de reproches légitimes, on n'en obtiendra rien.

M. St. Germain: Voilà que vous recommencez avec vos reproches. Asseyez-vous.

Le président suppléant (M. Charest): Reprenons le débat.

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, au cœur du conflit qui se déroule à la Chambre des communes au sujet de la position que nous devrions adopter vis-à-vis des Américains, je voudrais faire quelques remarques sur la motion présentée aujourd'hui par le député de Skeena (M. Fulton) pour le Nouveau parti démo-

Les subsides

cratique. J'ai dit il y a quelques instants que j'appuyais cette motion. Je pense que tous les députés doivent être d'accord pour appuyer une motion soulignant les conséquences dramatiques qu'aurait pour les travailleurs forestiers canadiens le projet de loi que menacent d'adopter les Américains. Quel que soit le côté de la Chambre où nous siégeons, nous devons tous être d'accord avec une motion qui viserait à attirer l'attention des députés, et en fait de tous les Canadiens, sur l'importance de cette industrie pour les travailleurs canadiens. Un million de personnes sont concernées, directement ou indirectement. Je n'avais pas l'intention d'intervenir sur cette question soulevée par le député d'en face, mais je ne peux m'empêcher de dire quelques mots.

J'ai l'impression que si les députés gouvernementaux veulent dire aux Canadiens que pour faire des affaires avec les Américains, il suffit de calquer fidèlement notre attitude sur la politique étrangère américaine, et que dans ce cas-là ils nous achèteront plus de bois, ils reprennent tout simplement la proposition qui a été faite de vendre la souveraineté du Canada, d'y renoncer totalement en échange de la vente de biens et services. Je doute qu'il y ait à la Chambre beaucoup de députés, même du côté gouvernemental, pour appuyer une telle tournure de nos rapports avec les États-Unis. Ces rapports doivent se fonder sur le respect mutuel, l'intérêt mutuel, et la nécessité d'admettre que nous pouvons à l'occasion être en désaccord. Je ne pense pas que nous puissions entamer ce débat en disant que si nous avons des problèmes en ce qui concerne l'industrie du bois, c'est parce que nous sommes de temps à autre en désaccord avec la position américaine. Je doute que les députés, de quelque parti qu'ils soient, appuient un tel point de vue. Ce n'est d'ailleurs pas l'objet de notre débat d'aujourd'hui.

Au départ, le gouvernement canadien a été assez lent à reconnaître la gravité des problèmes que nous voyons maintenant naître avec le Congrès américain. Ou bien il a été lent à prendre conscience de la gravité de ce problème et des mesures que les législateurs américains sont prêts à adopter, ou bien il en était conscient mais il a mis le temps à le reconnaître publiquement. Quoi qu'il en soit, je pense qu'à ce stade nous pouvons dire que tous les députés, de tous les côtés de la Chambre, y compris les ministres de la Couronne, se rendent compte que nous avons un problème.

C'est jusqu'à 75,000 emplois dans l'industrie forestière du Canada, et surtout en Colombie-Britannique, qui sont menacés. La prévision du député de Skeena, qui nous a dit que, quand la neige va fondre et quand le temps va se réchauffer, les exportations de bois canadien vers les États-Unis vont subir un gel complet. Cette prévision correspond à une évaluation parfaitement sérieuse et réfléchie de ce qui se passe actuellement au sud de notre frontière. Le député a fait une recommandation et une proposition pertinente au gouvernement. Ce n'est peut-être pas la comparaison la plus appropriée, mais en tant que Terre-Neuvien, je me souviens très bien de notre débat sur la chasse aux phoques. Je me rappelle l'époque où nous sommes allés en Europe avec des chiffres et des données. Nous avons laissé derrière nous notre cœur, notre sentimentalité, l'époque où nous sommes allés discuter, statistiques et chiffres à l'appui, du gagne-pain des gens, et de la position irrationnelle sur le plan commercial adoptée par le Parlement de la CEE, et où nous en parlions après les réunions de comité,